



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des achats
de l'État**

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS
DE TELESURVEILLANCE ET TELE VIDEOSURVEILLANCE**

**AU PROFIT DE L'ÉTAT ET DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
EN REGION ILE-DE-FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAE_2025_TS_TV

<u>PARTIE I - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE</u>	3
<u>Article 1 Acheteur</u>	3
<u>Article 2 Glossaire</u>	3
<u>Article 3 Caractéristiques principales de l'accord-cadre</u>	4
<u>Article 4 Régime financier de l'accord-cadre</u>	8
<u>Article 5 Pilotage de l'accord-cadre</u>	9
<u>Article 6 Pénalités liées à l'accord-cadre</u>	11
<u>Article 7 Modification de l'accord-cadre</u>	12
<u>Article 8 Résiliation de l'accord-cadre</u>	12
<u>Article 9 Exécution aux frais et risques du titulaire</u>	13
<u>Article 10 Différends</u>	13
<u>Article 11 Litiges et contentieux</u>	14
<u>Article 12 Obligations du titulaire et du groupement</u>	14
<u>Article 13 Obligations du titulaire</u>	14
<u>Article 14 Traitement de données à caractère personnel</u>	16
<u>Article 15 <u>Sous-traitance</u></u>	16
<u>Article 16 <u>Assurances</u></u>	17
<u>Article 17 <u>Modifications financières pour circonstances imprévisibles</u></u>	17
<u>Article 18 <u>Les conditions d'exécution des prestations</u></u>	18
<u>Article 19 <u>Considérations sociales</u></u>	23
<u>Article 20 <u>Considérations environnementales</u></u>	24
Article 21 Plan de progrès	
Article 22 Modalités financières	
Article 23 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	
<u>PARTIE II – ANNEXES ET DEROGATIONS</u>	30
<u>Article 24 <u>Annexes</u></u>	30
<u>Article 25 <u>Dérogations au CCAG</u></u>	30

PARTIE I - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

Article 1 Acheteur

L'État,

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN)

Direction des achats de l'État (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Siret : 130 022 205 00012

Tél : 01.44.97.34.53 / 34.61

Il est représenté par le Directeur des achats de l'État ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet.

Article 2 Glossaire

Accord Cadre	Contrat public passé entre l'acheteur et le titulaire : dans le présent cas, il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire (1 seul titulaire) dont l'exécution est à bons de commande (BDC).
ATTR1 (Acte d'engagement)	Le formulaire ATTR1 est un modèle d'acte d'engagement utilisé par les acheteurs pour formaliser la conclusion de l'accord-cadre.
Bénéficiaires	Les bénéficiaires représentent les entités qui ont adhéré à l'accord-cadre, qui passent les bons de commande et qui en suivent l'exécution
Bordereau des prix unitaires	Le BPU est un document contractuel précisant les prix unitaires applicables dans le cadre du présent marché. Le BPU est porté en annexe de l'acte d'engagement.
CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales)	Document contenant des dispositions contractuelles d'ordre juridique et financier applicables à toutes les prestations d'une même nature ou d'un même secteur d'activité. Il décrit les conditions administratives générales d'exécution des prestations. Ce document est consultable sur internet. www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques . Le CCAG applicable au présent accord-cadre concerne les marchés de fournitures courantes et services (FCS).
CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières)	Document contractuel de l'accord-cadre et qui décrit notamment les conditions administratives particulières d'exécution des prestations, les conditions de règlement (avances, acomptes, délai de paiement, obligations d'assurances, responsabilité et garanties exigées par l'acheteur public...), les conditions de vérification des prestations et de présentation des sous-traitants.
CCTP	Document contractuel de l'accord-cadre et qui décrit les conditions techniques particulières d'exécution des prestations, à signer par l'acheteur public et le cocontractant. Il est communément appelé cahier de charges.
CNAPS	Conseil national des activités privées de sécurité
DAE	Direction des achats de l'Etat. La DAE est désignée comme l'acheteur, en charge de la passation de l'accord-cadre
DPGF (Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires)	La DPGF est le document décomposant les éléments du prix forfaitaire de la prestation à réaliser, définissant les quantités et les éléments de prix.
MAPA	Marché à procédure adaptée
Titulaire	Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.

Article 3 Caractéristiques principales de l'accord-cadre

Article 3.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de télésurveillance et télévidéosurveillance.

Ces prestations ont vocation à être exécutées en région Île-de-France, au profit des bâtiments d'administrations centrales du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, des juridictions judiciaires, administratives et financières, des services à compétence nationale (SCN), des services déconcentrés de l'Etat, des autorités administratives indépendantes (AAI) et des établissements publics volontaires listés en annexe 1 du CCAP.

L'entrée des bénéficiaires dans l'accord-cadre est progressive puisqu'elle s'effectue au terme de la période d'exécution de leurs marchés ou de leurs conventions passées avec l'UGAP en cours ayant le même objet.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Article 3.2 Périmètre de l'accord-cadre

Conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique :

- Une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent a été conclue entre la DAE et des établissements publics et autres organismes, dont la liste figure en annexe 1 du présent CCAP ;
- Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue entre la DAE et la Préfecture de Police de Paris, pour ce qui concerne les besoins des sites occupés par la Préfecture de Police de Paris, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris ».

Article 3.3 Allotissement

Sans objet.

Le présent accord-cadre n'est pas alloté pour les raisons suivantes : il fait suite à la déclaration sans suite le 11/02/25 du lot 2 de l'accord-cadre 20252028SPTSTV et reprend les mêmes prestations et périmètre contractuel du lot 2. Le lot 1 du même accord-cadre 20252028SPTSTV est actuellement toujours en phase d'analyse en vue d'une prochaine attribution. Il n'est ainsi pas concerné par la déclaration sans suite.

Article 3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono attributaire

Cet accord-cadre s'exécute par bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 21 M€ HT (pour la toute la durée de l'accord-cadre, reconduction comprise).

Ce montant maximal correspond au triple du montant estimatif mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence soit un montant total estimatif total de 7 millions d'euros hors taxes reconductions incluses

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 3.5 Durée de l'accord-cadre

3.5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Les services bénéficiaires peuvent avoir une entrée différée dans l'accord-cadre. Les dates d'entrée des bénéficiaires sont renseignées à titre indicatif dans l'annexe 1 du CCAP.

3.5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible deux fois par tacite reconduction par période de 12 mois chacune.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande conclus continuent de s'exécuter jusqu'à leur terme. En cas de non-reconduction, le titulaire est informé quatre mois avant la fin de la période ferme par le bénéficiaire.

Article 3.6 Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont :

- 75 - Paris (FR-75)
- 77 - Seine-et-Marne (FR-77),
- 78 - Yvelines (FR-78),
- 91 - Essonne (FR-91),
- 92 - Hauts-de-Seine (FR-92),
- 93 - Seine-Saint-Denis (FR-93),
- 94 - Val-de-Marne (FR-94),
- 95 - Val-d'Oise (FR-95).

Article 3.7 Clause d'exclusivité et de non-exclusivité

1) Le titulaire de l'accord-cadre bénéficie d'un droit d'exclusivité pour les prestations objets du présent accord-cadre dans les cas suivants :

- Les sites de l'administration centrale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères
- Les établissements publics volontaires listés en annexe 1 du CCAP.

2) Le titulaire de l'accord-cadre ne bénéficie pas d'un droit d'exclusivité pour les prestations objets du présent accord-cadre dans les cas suivants :

- Les services déconcentrés
- Les juridictions administratives et financières,
- Les services à compétence nationale (SCN),
- Les autorités administratives indépendantes (AAI),
- S'agissant des sites mentionnés au 1/ ci-dessus, pour des besoins que les titulaires de l'accord-cadre se déclarent dans l'incapacité de satisfaire.

Les bénéficiaires peuvent ne pas recourir à l'accord-cadre, si après passation d'un bon de commande, le titulaire n'a pas réalisé les prestations sous un délai d'un mois après mise en demeure.

Pour les différents cas listés au 2/ ci-dessus, les services disposent de la possibilité de recourir à des entreprises non titulaires de l'accord-cadre, dans le respect des procédures de publicité et de mise en concurrence préalables applicables, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Article 3.8 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - AE_Annexe_financière_BPU
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - CCAP_Annexe_Liste_bénéficiaires
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé le 30 mars 2021 (document non fourni par l'acheteur) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 3.9 Notification des informations

3.9.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés suite à cette modification.

3.9.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à soumettre, sans délai, à l'acheteur de toute demande de modification de l'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de **5 jours ouvrés** à compter de la demande.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus est motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.9.3 Notification des modifications survenant en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur et au bénéficiaire, les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

3.9.4 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (envoi par mail avec accusé de réception ou profil acheteur PLACE notamment) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- Par messagerie électronique et selon les modalités suivantes : **les mails devront être envoyés uniquement aux adresses qui auront été communiquées lors de la réunion de lancement du projet. Pour s'assurer de la réception de ces messages, l'acheteur et le titulaire devront activer l'accusé de lecture et de réception du mail.**

Article 3.10 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

Article 3.11 Engagement dans la démarche Relations fournisseurs achats responsables (RFAR)

Encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent accord-cadre, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la Charte de déontologie de la Direction des Achats de l'Etat. Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents de la DAE, tant contractuels que fonctionnaires, dans leurs activités. Les dispositions de la charte visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

Le(s) titulaire(s) est/sont invité(s) à en prendre connaissance à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/charte_deontologie_dae.pdf?v=1680163773

L'engagement dans la démarche de labellisation

La Direction des Achats de l'Etat a obtenu le label « Relations fournisseurs et achats responsables » en janvier 2024 et est signataire de la charte Relations fournisseurs achats responsables.

À ce titre, elle souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme S0 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des Achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 :2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> .

Article 4 Régime financier de l'accord-cadre

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande passés par les bénéficiaires.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- Les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...)
- La référence de l'accord-cadre
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- Le délai d'exécution de la prestation
- La date de début d'exécution du bon de commande
- Les lieux d'exécution des prestations
- La référence au devis, le cas échéant

4.1. Forme des prix

Au stade de l'accord-cadre, les prix des UO D et E sont forfaitaires et les prix de l'UO F sont unitaires, ils correspondent au coût des différentes prestations exprimé en euros HT.

Ces prix figurent dans le bordereau de prix unitaires (annexe financière) annexé à l'acte d'engagement. Les prestations sont définies à l'article 4 du CCTP.

Ces prix unitaires servent exclusivement à construire le prix des prestations faisant l'objet de bons de commande. Ni l'acheteur ni les bénéficiaires ne peuvent commander directement des heures de mise à disposition d'agents.

Article 4.2 Révision des prix de l'accord-cadre

Le titulaire adresse, sous peine de forclusion, trente (30) jours calendaires avant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, par tout moyen permettant de donner date certaine, le nouveau Bordereau de prix unitaires révisé, à la DAE ; il donne toutes précisions utiles justifiant la bonne application des modalités de révision définies ci-dessous. La DAE fait connaître au titulaire son acceptation ou son refus, par tous moyens permettant de donner date certaine, dans le délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la date de réception par la DAE du nouveau Bordereau de prix unitaires »

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisés pour son calcul sont déterminées par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.3 du CCAG-FCS, pour la première révision, la date d'établissement du prix initial est la date limite de dépôt des offres pour l'accord-cadre ou lorsque la négociation est mise en œuvre, la date limite de remise des offres finales.

Les prix des prestations sont révisés par référence aux variations de l'indice suivant, publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques – INSEE :

V : indice de prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) Prix de base CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité - identifiant : 010766602.

Le calcul de la variation des prix s'effectue par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (V.f / V.i)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial, établi lors de la date limite de remise des offres ou de la date de remise des offres finales en cas de négociation, en euros hors taxes pour la première révision, puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente.

V.i = Valeur initiale de l'indice 010766602

V.f = Valeur finale de l'indice 010766602 connu au moment de la révision des prix

Les valeurs initiales (V.i) sont égales, pour la première révision, à celles de l'indice publié à la date d'établissement des prix puis, pour les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

Les valeurs finales (V.f) sont égales à celles du dernier indice publié 2 mois avant la date de la révision des prix.

Les prix révisés ne varient plus jusqu'à la prochaine révision annuelle.

En cas d'arrêt d'un indice décidé par l'INSEE, l'acheteur communique par simple courrier à la société le nouvel indice à appliquer.

Article 4.3 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation annuelle supérieure à **7 %** du prix initial de l'accord-cadre, l'accord-cadre pourra être résilié par l'acheteur.

Article 4.4 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 4.5 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 5 Pilotage de l'accord-cadre

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

-L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

-Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions que l'acheteur organise.

Article 5.1 Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire transmet à l'acheteur un état de son activité au sein du présent accord-cadre et ce, à une fréquence trimestrielle la première année de l'accord-cadre et à une fréquence semestrielle pour le reste de la durée de l'accord-cadre.

Cet état d'activité comprend :

- Le nombre de bons de commande reçu par le titulaire ;
- Le nombre de bons de commande en cours d'exécution par le titulaire ;
- La désignation des bénéficiaires, les noms et adresses des sites concernés (bons de commande reçus, bons de commande en exécution) ;
- Le montant des bons de commande qui ont été passés.

Le titulaire est tenu de transmettre l'ensemble de ces éléments dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur.

Au-delà de ce délai, le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 6.1 du présent CCAP.

Article 5.2 Les réunions de revues annuelles

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur, les bénéficiaires et le titulaire :

L'acheteur invite le titulaire à participer à une revue permettant aux acteurs d'échanger sur les commandes en cours et les potentielles difficultés d'exécution. Cette réunion est semestrielle la première année puis annuelle. En cas de difficultés récurrentes avec le titulaire, une ou des réunions est(sont) organisée(s) par l'acheteur.

Les bénéficiaires concernés sont conviés à participer à ces échanges.

Le titulaire communique à l'acheteur les documents de bilan **au minimum 15 jours** avant la revue annuelle afin que ce dernier puisse le diffuser aux bénéficiaires concernés et en prendre connaissance.

Ce bilan comprendra également un volet sur l'exécution financière des contrats (ex : nombre d'avoirs émis ; nombre de factures rejetées).

L'acheteur informe le titulaire de la date de cette revue au minimum 15 jours avant. Cette invitation prend la forme d'un simple courrier ou courriel.

Toute absence non justifiée à ces réunions entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 6.2 du présent CCAP.

Article 5.3 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- Produire un état semestriel de la consommation (montants commandés ; montants facturés et paiements reçus avec le détail par bénéficiaires) ;
- Produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **5 jours ouvrés** à compter de cette demande ;
 - Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **50%** de la valeur maximale prévue par l'acheteur à l'article 3.4 du présent CCAP.

Article 6 Pénalités liées à l'accord-cadre

L'exécution de l'accord-cadre peut entraîner l'application de pénalités sur les sommes dues au titulaire.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont cumulables. Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 10 % de la valeur des prestations faisant l'objet du bon de commande.

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Lorsqu'aucune des pénalités spécifiques prévues ci-après n'est applicable, l'acheteur peut, après mise en demeure du titulaire de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse, appliquer une pénalité de 500 euros par jour de retard constaté.

Principe du contradictoire

Lorsque le bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités de retard (article 6.1.1 du présent CCAP) ou d'absence (article 6.1.2 du présent CCAP), il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Article 6.1 Pénalités liées à la transmission des éléments de suivi de l'accord-cadre

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations prévues à l'**article 5.1** du présent CCAP, le titulaire encourt après mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR

R = nombre de jours calendaires de retard

V = 50 euros

Article 6.2 Pénalités d'absence aux réunions de revues annuelles

En cas d'absence non justifiée à l'une des réunions prévues par l'**article 5.2** du présent CCAP, le titulaire s'expose à une pénalité de **1000** euros par réunion concernée.

Article 6.3 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

S'agissant des obligations contractuelles prévues à l'**article 5.3** du présent CCAP :

- En cas de retard dans la communication de l'état de consommation (tous bénéficiaires confondus) du présent accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à **1000 euros par semaine (7 jours) de retard pour la communication du rapport.**
- En cas de communication incomplète de l'état de consommation du présent accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à 100 euros par bénéficiaire manquant.
- En cas de manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 50 % des valeurs maximales indiquées par l'acheteur dans le CCAP, il est appliqué une pénalité égale à 5000 euros dès le constat de cette omission.

Article 6.4 Modalités d'application financière des pénalités

Les pénalités mentionnées aux articles 6.1 à 6.3 du présent CCAP sont appliquées par la DAE. Dans la mesure où il n'y a pas de possibilité de les déduire d'une facture, elles feront donc l'objet d'un titre de perception émis par l'acheteur.

- Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les titres de perception (TP) comprennent notamment les mentions suivantes :
- La référence du titre
- La date d'émission
- La désignation de l'expéditeur et du destinataire ;
- La somme à payer ;
- L'objet de la créance ;
- Les modalités de paiement.

Le paiement est effectué conformément aux indications portées sur le TP.

Article 7 Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent aux bons de commande en cours.

Article 8 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Inexécution fautive sur bons de commande

En cas d'inexécution fautive du titulaire portant sur tout ou partie des prestations commandées par un ou plusieurs bons de commande, le bénéficiaire se réserve le droit d'annuler ou de refuser ces bons de commande.

Une inexécution fautive justifiant l'annulation ou le refus d'un ou plusieurs bons de commande peut entraîner, selon la gravité et la récurrence des manquements, la résiliation partielle ou totale de l'accord-cadre à l'égard du titulaire.

L'annulation ou le refus de bons de commande pour inexécution fautive pourra, le cas échéant, donner lieu à indemnisation conformément aux articles L.2195-7 et L.2195-8 du Code de la commande publique, ainsi qu'aux articles 19 et 41 du CCAG-FCS.

Pour manquement grave et répété au non-respect du RGPD, non-remplacement de la personne nommément désignée, etc.

Article 9 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, le bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 10 Différends

L'acheteur, le bénéficiaire et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur (ou le bénéficiaire) et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Recours au « médiateur relations fournisseurs »

Conformément à l'article L. 2197-1 du code de la commande publique, et à l'article L. 213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle peut saisir :

- Le médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » de la direction des achats de l'Etat (ci-après : « médiateur RFAR ») ;
- Ou le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique ;
- Ou tout autre tiers désigné conformément à l'article L2197-1 du Code de la commande publique

Le médiateur RFAR de la DAE a pour mission de faciliter et de promouvoir le dialogue entre l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre interministériel et les titulaires. En cas de différend, il propose, dans une posture de tiers neutre, un processus consensuel visant à rétablir la communication entre les parties et restaurer la confiance.

Si une partie décide de recourir au médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, préalablement à toute saisine, elle s'assure **cumulativement** que :

- Ses interlocuteurs habituels, au sein de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre ou de l'entreprise selon le cas, ont été informés du différend, sans qu'une solution ait pu être apportée ;
- Le différend a fait l'objet d'une saisine de la direction des achats de l'Etat (équipe en charge du support contractuel interministériel), ou que tous les moyens ont été mis en œuvre pour effectuer une telle escalade.

Dans ce cas, elle lui adresse par courriel à mediateur.dae@finances.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro de SIREN, l'objet de sa sollicitation (comportant obligatoirement l'objet et le numéro d'identification du marché concerné ainsi qu'une synthèse du différend opposant les parties), le référent au sein du service concerné de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre (nom, coordonnées mail et téléphoniques), le référent au sein de l'entreprise pouvant être contacté avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Les échanges écrits entre les deux parties portant sur ledit différend sont également joints, de manière exhaustive, à cette saisine.

Le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat se prononce sur l'éligibilité de la demande et en informe en retour la partie demanderesse dans un délai maximum de 8 jours ouvrés. Dès lors que la demande est estimée éligible, le médiateur RFAR sollicite l'avis de l'autre partie quant à l'entrée en médiation.

Une fois la médiation acceptée par cette dernière, le médiateur adresse un message sécurisé aux deux parties les informant de l'acceptation réciproque de la médiation et de la date de la première réunion de médiation. La date de cette réunion constitue l'entrée en médiation.

Les délais de recours contentieux sont alors interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours aux services du médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat est entièrement gratuit.

Article 11 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de PARIS.

Article 12 Obligations du titulaire et du groupement

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Le titulaire doit les restituer dans les conditions permettant d'attester d'une utilisation et d'une usure normale du matériel avec le temps.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant **doit disposer des qualifications et attestations nécessaires pour la bonne exécution du marché, notamment l'autorisation du CNAPS d'exercer pour la personne morale ainsi que l'agrément du CNAPS en qualité de dirigeant, gérant ou associé d'une entreprise privée de sécurité.**

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du bénéficiaire et ce, sous conditions de la détention des qualifications et des agréments précités

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le titulaire exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Article 13 Obligations du titulaire

Article 13.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dérèglements, dysfonctionnements, dangers** potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Article 13.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur et aux bénéficiaires tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

13.2.1 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du bénéficiaire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le bénéficiaire peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de sécurité privée.

Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître de certaines informations confidentielles concernant les sites et systèmes de sécurité dont il a connaissance.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur et au bénéficiaire toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

13.2.2 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

13.2.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges de l'accord-cadre. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur

au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

13.2.4 Obligations et solidarités financières du titulaire

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le titulaire s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Article 14 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'éventuel traitement des données à caractère personnel mis en œuvre à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Dans cette hypothèse, il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte au bénéficiaire, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Article 15 Sous-traitance

L'acheteur exige que les tâches décrites dans l'UO D et l'UO E soient directement réalisées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet d'aucune sous-traitance.

Les prestations de l'UO F peuvent faire l'objet de sous-traitance mais la sous-traitance totale de l'ensemble de ces prestations est interdite.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du bénéficiaire, le titulaire doit lui présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le bénéficiaire est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

Il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le bénéficiaire.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du bénéficiaire, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au bénéficiaire (contre récépissé ou lettre recommandée).

Le bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du bénéficiaire gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Article 16 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au bénéficiaire en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances et à jour de ses cotisations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du bénéficiaire ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au bénéficiaire ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer expressément chaque bénéficiaire de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 17 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur et le bénéficiaire.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution d'un ou plusieurs bons de commande, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières de l'accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser à l'acheteur un mémoire en réclamation au bénéficiaire démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le bénéficiaire :

- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler
- Soit par défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

Article 18 Les conditions d'exécution des prestations

D'une part, les prestations de télésurveillance (UO. D) et de télé-vidéo surveillance (UO. E) sont qualifiées de forfaitaires, car elles font l'objet d'un engagement mensuel reconductible sur une durée minimale de 24 mois. Toutefois, afin d'assurer la lisibilité des coûts dans la DPGF et de permettre une adaptation au nombre de sites, leur prix est exprimé par unité d'œuvre, c'est-à-dire par site et par mois. Cette présentation, qui peut inclure la mention de "prix unitaire", ne remet pas en cause la nature forfaitaire du service, mais permet de moduler les engagements forfaitaires en fonction du périmètre réellement couvert.

Les prestations forfaitaires ne sont pas automatiquement exécutées à la signature de l'accord-cadre. Elles sont mises en œuvre à la suite de bons de commande émis individuellement par les bénéficiaires, selon leurs besoins propres et le périmètre qu'ils souhaitent activer.

Les délais d'exécution, notamment la date de départ des prestations forfaitaires, sont fixés dans chaque bon de commande. Ils courent à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire.

La mention de "prix unitaire" ne remet donc pas en cause la nature forfaitaire de la prestation, mais constitue un mode de présentation tarifaire proportionnel et modulable selon les sites commandés.

D'autre part les prestations annexes (UO. F), de par leur nature urgente, peuvent être commandées à tout moment pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur prix est unitaire.

Les commandes sont passées sur la base de prix unitaires, correspondant à l'UO.F figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Ces prestations sont exécutées sans demande de devis préalable, selon les consignes écrites établies entre les parties. Un bon de commande est régularisé a posteriori dans un délai maximum de 5 jours ouvrés suivant l'intervention, sur la base du rapport d'intervention transmis par le titulaire.

Article 18.1 Les conditions de modification / suppression d'un bon de commande avant le début d'exécution des prestations

Les prestations forfaitaires (UO.D et UO.E) font l'objet de bons de commande émis par chaque bénéficiaire, afin de préciser le périmètre opérationnel et la date de démarrage effectif des prestations.

Ces bons de commande peuvent être modifiés ou annulés, à la demande du bénéficiaire, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, au plus tard 48 heures avant la date prévue de démarrage des prestations.

En revanche, les prestations de l'UO.F, exécutées en urgence à la suite d'une alerte, ne peuvent faire l'objet d'une modification ou d'une annulation anticipée. Elles sont facturées a posteriori sur la base du rapport d'intervention et d'un bon de commande régularisé dans les délais contractuels.

Article 19 Considérations sociales

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 1 et 2 du présent accord cadre.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Clément COQUERY

Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises

clement.coquery@epc.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC¹ (Ensemble Paris Emploi Compétence), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée totale d'exécution du marché subséquent.	
Lot 1	1H d'insertion à réaliser par tranche de 1 000€ HT facturés
Lot 2	1H d'insertion à réaliser par tranche de 1 000€ HT facturés

Précisions sur la reprise de personnel :

¹ Facilitateur qui mobilise la commande publique et les marchés privés du territoire parisien pour mettre en oeuvre un dispositif d'accès à l'emploi durable pour les personnes qui en sont le plus éloignées.

Si le titulaire est soumis à la convention collective nationale des entreprises de prévention et sécurité, il est tenu de reprendre tout ou partie des salariés en application de l'avenant du 3 décembre 2012 à l'accord du 28 janvier 2011 relatif à la reprise du personnel.

Le nombre d'heures de travail réalisées par les salariés transférables est comptabilisé pour déterminer le nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué ci-dessus, à réaliser par le titulaire.

En conséquence, le nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire est réajusté et pondéré de façon à prendre en compte le nombre d'heures de travail des salariés transférables selon la formule prévue ci-dessous :

$$P = 1 - [(S * C) / (A / N)]$$

P = Pondération. Ce coefficient est à appliquer au nombre d'heures d'insertion précité.

S = Nombre d'heures effectuées sur le marché, avec horaire habituel, sur un mois, par les salariés transférables tel qu'indiqué sur l'annexe 1 de l'article 7 de la convention nationale précitée

*C = Coefficient de transformation des heures en volume financier. Coefficient de 25 établi par la branche sécurité privée et basé sur 20 euros / heure et 80% de masse salariale, soit 20/80*100*

A = Le montant total du marché pour la période

N = Durée du marché en nombre de mois

Le nombre d'heures d'insertion à réaliser (précité) est donc multiplié par P, soit :

- Lot 01 : **(1H d'insertion à réaliser par tranche de 1 000 €HT facturés)*P**

Le titulaire est fortement invité à réserver à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (cf. publics éligibles), tout poste vacant (vacances d'une durée minimum de 3 mois) sur le marché, et à solliciter l'EPEC pour l'accompagner dans cette action.

Le candidat retenu, dès qu'il dispose du nombre d'heures de travail effectuées par les salariés transférables, fait connaître à l'EPEC le nombre d'heures d'insertion qu'il s'engage à réaliser, après application de la pondération, ainsi que les bases de calcul afin que le bénéficiaire procède à la vérification de l'exactitude de l'engagement pris.

Si le nombre d'heures d'insertion obtenu après l'application du taux de pondération est inférieur à 150 heures par année d'exécution de marché, la clause sociale ne s'applique pas.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du marché subséquent et la livraison de la prestation.

Le titulaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- ✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de le titulaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du bénéficiaire, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au bénéficiaire et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

En tout état de cause, le titulaire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles sont traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché subséquent concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données sont conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraîne l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Article 20 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental comme décrit ci-dessous.

Article 20.1 Communication du bilan d'émissions des gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis², de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant

² Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes

les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Article 21 Plan de progrès

Le titulaire, le bénéficiaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Maintenir voire améliorer le niveau de sécurité du site ;
- Fournir des prestations de qualité permanente dans le respect du service attendu par le bénéficiaire ;
- Améliorer en permanence les aspects sécurité, qualité et environnement liés à la réalisation des prestations ;
- Informer le bénéficiaire de tout changement de personnel affecté initialement sur site ;
- Faire profiter le bénéficiaire de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation et de matériels mis en œuvre lors de l'exécution des prestations dans le cadre du présent accord-cadre.

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat **à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.**

Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès, les objectifs ; les indicateurs de mesure ; les actions à la charge du titulaire ; les actions à la charge du bénéficiaire ; les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ; le calendrier prévisionnel de chacune des actions et les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

Article 22 Modalités financières

Article 22.1 Avances

Le bénéficiaire accorde une avance au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché public.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % si le titulaire ou le sous-traitant est une petite et moyenne entreprise.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le calcul est fait :

- Sur la base du montant forfaitaire (partie fixe) pour l'UO D et l'UO E
- Sur la base du bon de commande pour l'UO F.

Article 22.2 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes pour les prestations forfaitaires est fixée à **un (1) mois**.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Article 22.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Un bon de commande ainsi que la partie forfaitaire peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande et/ou de la partie forfaitaire.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - Arrêté du 22 mars 2024 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat
 - Arrêté du 21 décembre 2018 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Les comptables assignataires compétents pour les services de la Direction générale de l'Aviation Civile sont visés par la décision du 5 février 2021 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » publiée dans le bulletin officiel du ministère de la transition écologique (MTE) :

Cette décision peut faire l'objet d'une mise à jour annuelle publiée au bulletin officiel du MTE.

Article 22.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 22.5 Modalités de facturation

Pour les prestations forfaitaires, la facture est établie au début de chaque mois, pour les prestations effectuées le mois précédent, après admission des prestations. Le montant à facturer correspond au 1/12^{ème} du montant forfaitaire annuel. Dans le cas où la prestation n'est exécutée qu'une partie du mois, la facturation s'effectue au *pro rata temporis* du nombre de jours effectués, un jour représentant 1/365^{ème} du montant annuel forfaitaire.

Le montant des prestations ponctuelles ayant fait l'objet de bons de commande préalables est porté, après service fait, sur **une facture spécifique, distincte** de celle relative aux prestations continues.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le détail de la répartition des prestations entre les cotitulaires du groupement conjoint est mentionné sur chaque bon de commande et sur l'acte d'engagement pour la partie forfaitaire.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence de l'accord-cadre
- (numéro d'engagement juridique pour la partie forfaitaire)
- le numéro du bon de commande, le cas échéant (numéro d'engagement juridique)

- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date d'exécution des services
- le lieu, la quantité et la dénomination précise des prestations
- le prix unitaire hors taxes des prestations et ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

■ La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

déposer ses factures sur le portail ;

saisir directement ses factures ;

Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Le titulaire trouvera également sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> les préalables techniques et réglementaires pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, ainsi qu'un lien pour prendre contact pour tout renseignement complémentaire.

Article 23 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du bon de commande par le bénéficiaire et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du bénéficiaire et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du bon de commande. Dans tous les cas, la durée de validité du bon de commande ne pourra excéder 6 mois maximum après la fin de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant au bénéficiaire d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du bénéficiaire

Si le bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du ou des bons de commande et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du bon de commande.

Indemnisation

- **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par le bénéficiaire à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Aucune indemnisation ne sera versée en cas de faute du titulaire si la mise en demeure est restée sans réponse ou sans effet.

Le titulaire adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

- **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au bénéficiaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (**article 46.2 CCAG FCS**) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées à l'article 3.10.4 du présent CCAP s'appliquent.

PARTIE II – ANNEXES ET DEROGATIONS

Article 24 Annexes

Liste des annexes :

- CCAP_Annexe_Liste_bénéficiaires

Article 25 Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
Article 3.10.2	Article 3.4	Représentation du titulaire
Article 4.2	Article 7.3	Révision des prix
Article 27	Article 13.1.2	Point de départ du délai d'exécution des prestations forfaitaires
Article 6 et article 32	Article 14	Pénalités de retard